

mesinfos.fr

Marseille : une halte « soins addictions » prévue au printemps 2024

Samuel Azemard

6 - 8 minutes

Après de nombreuses années sous le tapis, le projet d'une halte «soins addictions » à Marseille commence à voir le jour. Du moins, la première étape a été franchie : celle de **trouver un lieu répondant à un cahier des charges** bien précis. Ce futur établissement de santé s'implantera au **110 boulevard de la Libération**, pour une ouverture prévue **au printemps 2024**. Depuis cette annonce, **la Ville** et l'association **ASUD Mars Say Yeah** ne cessent de répondre aux critiques, politiques, mais surtout urbaines, celles des riverains ne voulant pas de ce lieu en bas de chez eux. Pour le moment, il n'en existe que deux en France : **une à Paris et l'autre à Strasbourg**.

Des injections dans les espaces publiques divisées par trois

[Stéphane Akoka](#) est le directeur de l'association ASUD Mars Say Yeah. Pour lui, une halte «soins addictions » a de nombreux objectifs et bénéfices pour les usagers, mais aussi pour les riverains concernés par les nuisances. Selon lui, sur le court terme cela permet de « *mettre à disposition des usagers de drogue les plus précarisés, qui vivent et consomment dans la rue, un lieu permettant de consommer dans des conditions d'hygiène et de risques réduits.* »

Qui dit consommation dans un lieu encadré dit « *diminution de façon importante des injections dans la rue et donc une quantité moindre de matériels souillés* », explique-t-il. « *Ça a été évalué, on voit sur Paris et Strasbourg, l'INSERM a montré qu'on **divise par 2,3** les injections dans les espaces publiques et **on divise par 3** le nombre de seringues abandonnées sur l'espace publique* », poursuit-il.

Mais le directeur de l'association est clair : **non ce n'est pas qu'une salle de shoot**. « *C'est un endroit, où par le contact régulier avec des infirmiers,*

des médecins, des travailleurs sociaux, l'objectif c'est de les amener dans une démarche de soin pour aller vers un mieux-être pour ces populations. »

Que va-t-on y trouver ?

Après la validation du lieu par un comité de pilotage qui réunit les instances de la préfecture, l'État, le procureur, la Ville de Marseille et l'AP-HM, Stéphane Akoka espère avoir la signature du ministre de la Santé d'ici un mois, pour débloquer les budgets de l'assurance maladie.

Au total, **six postes pour l'injection seront prévus, six postes également pour les fumeurs de cracks et deux postes pour le sniffer.** Concernant la partie dite « fume », « *il va falloir installer **des extracteurs d'air**, puisqu'il y aura des salariés et il est hors de question qu'ils respirent en permanence la fumée du crack.* » Selon les premières estimations, l'association pense accueillir **400 personnes dans l'année et entre 80 à 100 passages quotidiens**, « mais ce n'est qu'une hypothèse », souligne le directeur.

Stéphane Akoka a aussi pensé au recrutement. « *On va recruter plus de 20 équivalents temps plein, grâce à un budget de 1,5 million d'euros annuel de fonctionnement* », lance-t-il. Ce seront **des médecins, des infirmiers, des travailleurs sociaux, des animateurs de prévention.** « *On aura à la fois un vigile à l'entrée du dispositif et six postes de médiateur, pour être dans la rue au plus proche des usagers pour faire en sorte que ça se passe bien et qu'ils ne squattent pas trop dans la rue proximité.* » Pour éviter cela, l'équipe travaillera avec la préfecture de police, pour qu'il y ait des passages de policiers municipaux.



Traiter les consommateurs dignement

L'objectif de ce projet est avant tout d'accompagner les consommateurs de drogue, car « *les usagers ne prennent aucun plaisir à consommer dans la rue devant les riverains entre les voitures, ils ont honte* », argumente Stéphane Akoka.

Par ce biais, l'association entend se battre pour **la citoyenneté** de ces

personnes : « *Les gens qui prennent de l'alcool, on ne leur déni pas leur citoyenneté il faut que ce soit la même chose avec d'autres produits. La majorité des usagers demande à avoir une vie la plus normale possible les peurs se fondent uniquement sur des cas marginaux* », détaille Stéphane Akoka.

« *C'est notre devoir de prendre en charge ces usagers en grande précarité pour leur retour au droit public. On ne sevre pas les gens de force, la politique du tout répressif ne fonctionnait pas* », dit [Michèle Rubirola](#), première adjointe à la mairie de Marseille, en charge de la santé.

Accompagner les riverains

Malgré les bonnes intentions, la colère gronde du côté des riverains. Ils dénoncent **un manque de concertation**. La Ville et l'association ont un discours commun : « *il n'était pas possible de lancer un processus d'informations publiques avant la désignation et la validation définitive du lieu et de toute façon si on est honnêtes, ça dérangera toujours tout le monde* », clame Michèle Rubirola.

Cet énervement, Stéphane Akoka l'entend et veut y remédier à travers plusieurs actions. **Un numéro vert** va être mis en place pour que les riverains puissent discuter sur ce projet et « *déconstruire leurs représentations.* » Le directeur de l'association compte aller voir les habitants dans la rue, faire du porte à porte pour en finir avec les amalgames. Au programme sont donc prévues, **des réunions publiques, des visites du quartier avec les élus d'arrondissement** pour « *montrer qu'on ne fait pas n'importe quoi avec leur quartier* », conclut-il.

Un projet datant de 1995

Ce projet divise, pourtant il n'est pas nouveau. « *Ce dispositif qui a trop tardé à Marseille, il est attendu depuis 1995* », dit Michèle Rubirola, première adjointe à la mairie de Marseille en charge de la santé. « *Marseille a été pionnière dans la réduction des risques avec le professeur Jean-François Mattei* », continue-t-elle. « *Je pense que c'est un projet qui s'est heurté aux postures idéologiques loin de l'intérêt de la population des majorités précédentes. Il fallait que ce soit une majorité de gauche qui soutienne ce projet et c'est ce que nous avons réussi à faire* », argumente-t-elle.

« *C'est une ville qui est touchée par les drogues depuis des décennies, le premier projet sur les salles de consommation c'était en 1995. Le besoin est*

là, on sait très bien que si ce dispositif avait été là avant, il y a un certain nombre de vies qui auraient sauvées », ajoute Stéphane Akoka.